

Education: des changements en vue dès la rentrée si le programme Macron est appliqué

Paris, 11 mai 2017 (AFP) -

Une rentrée scolaire se prépare un an à l'avance mais celle de 2017 portera certainement la marque du nouveau président, Emmanuel Macron: plusieurs de ses promesses devraient se concrétiser dès septembre, suscitant déjà les craintes de syndicats.

Voici les mesures phares qui pourraient commencer à voir le jour après l'été.

- 12 élèves en CP et CE1 dans les réseaux prioritaires C'est le point du programme éducation qui a le plus frappé les esprits. Emmanuel Macron s'est engagé à ramener à 12 le nombre d'élèves par classe en CP et CE1 dans les écoles des réseaux prioritaires (REP) et prioritaires renforcés (REP+). Pour "enrayer" à la source les difficultés qui "entravent durablement les parcours des élèves", explique-t-il.

Toutes les classes de CP des REP+ et la majorité des CP des REP seront concernées pour la rentrée 2017, via un amendement à la circulaire de rentrée. Pour augmenter le nombre d'enseignants, l'équipe éducation de Macron propose de redéployer les professeurs affectés au "Plus de maîtres que de classes". Ce dispositif, mis en oeuvre sous François Hollande, compte 5.000 enseignants "supplémentaires" qui interviennent dans des classes, aux côtés de l'instituteur habituel.

Le reste des CP et les CE1 des réseaux prioritaires suivraient à la rentrée 2018, grâce à 7.000 autres postes: 5.000 créés (les seuls prévus pour le quinquennat dans l'Education, qui ne verrait par ailleurs aucune suppression) et 2.000 redéployés à partir des 60.000 postes créés sous Hollande.

Si une classe de 24 élèves se divise en deux, il faut aussi deux salles. Le gouvernement allouera aux communes 200 millions d'euros pour les aider. Mais quid des locaux dans les zones urbaines denses, où les écoles sont déjà à l'étroit, comme en Seine-Saint-Denis, territoire d'un grand nombre d'établissements prioritaires?

Des syndicats des enseignants du primaire (SNUipp, SE-Unsa, Sgen-CFDT) ont déjà fait part de leur mécontentement: pourquoi tuer dans l'oeuf le dispositif "Plus de maîtres que de classes", qui selon eux donne de bons résultats?

- La réforme du collège Concernant cette réforme mise en oeuvre à la rentrée 2016 par la ministre Najat Vallaud-Belkacem après des mois de polémiques, l'équipe Macron assure ne pas vouloir l'abroger, mais simplement "revenir à l'esprit initial".

Un décret publié cet été donnerait la possibilité aux collèges de décider en toute autonomie de l'affectation de 20% de leurs horaires globaux: continuer à consacrer ce volume horaire à des dispositifs introduits par la réforme (comme les enseignements pratiques interdisciplinaires, EPI), ou à des "parcours" bilangues, européens, de langues anciennes.

Ces "parcours" bilangues ne seraient pas un retour des classes bilangues, qui avaient pour défaut, selon Najat Vallaud-Belkacem, d'accentuer la ségrégation scolaire au sein des établissements. Et l'apprentissage d'une deuxième langue étrangère dès la 5e, introduit par la réforme du collège, est maintenu. Ce qui paraît difficile à moyens constants, selon les syndicats.

- La réforme des rythmes scolaires Cette autre mesure emblématique --et controversée-- du quinquennat Hollande subsisterait à la rentrée 2017. Mais un "texte ad hoc" serait très vite publié pour "laisser aux communes, en lien étroit avec les écoles de leur territoire, le soin d'organiser le temps périscolaire sans contrainte", selon le programme du président élu.

Concrètement, les communes pourront donc décider de repasser à la semaine de quatre jours --à partir de la rentrée 2018 peut-être--, de maintenir ou supprimer les activités périscolaires, financées en partie par l'Etat seulement jusqu'en 2019 (sauf pour les communes les plus pauvres). Cette carte blanche laissée aux communes est fermement condamnée par les syndicats enseignants.

- Pour les rentrées d'après Sont notamment prévues une réforme du bac, l'instauration de prérequis à l'entrée en université, la création de 100.000 places en licence professionnelle pour les bacheliers pro.



PAYS :France
SURFACE :99 %
PERIODICITE :Quotidien



► 11 mai 2017 - Edition Fil Gen

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, le programme de Macron semble s'inscrire dans la continuité, "mais il ouvre quelques portes pour déconstruire à bas bruit ce qui a été réalisé ces dernières années".
fmp/ang/tmo/cam

Afp le 11 mai 17 à 09 00.